

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 5 (1977)

DOI: 10.11588/fr.1977.0.49039

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Henning KÖHLER, *Autonomiebewegung oder Separatismus? Die Politik der Kölnischen Volkszeitung 1918–1919*, Berlin (Colloquium Verlag) 1974, 116 pages (Studien zur Europäischen Geschichte X)

Le séparatisme rhénan est un problème historique particulièrement épineux car il met en cause non seulement le patriotisme allemand de certains éléments de la population mais aussi l'orientation politique des forces catholiques et les attitudes passées de celui qui deviendra le premier chancelier de la République Fédérale: au seuil de sa longue carrière, Konrad Adenauer fut en effet personnellement mêlé à cette histoire. Si l'ouvrage de Walther F. ILGES, *Hochverrat von Zentrum und Bayerischer Volkspartei 1918–1933*, publié en 1933, est inspiré par une volonté polémique, à la fois chauvine et anticléricale, il a le premier fait connaître, à partir de sources d'archives, certaines liaisons entre Rhénans et Bavarois, fondées sur une commune hostilité au centralisme du Reich. Plus récemment en 1966, les deux volumes importants de Karl-Dietrich ERDMANN, *Adenauer in der Rheinlandpolitik nach dem ersten Weltkrieg* et de Rudolf MORSEY, *Die deutsche Zentrumspartei 1917–1923*, ont repris le problème sur un ton plus serein et dans un esprit plus favorable au catholicisme politique. Ils limitent le «séparatisme» proprement dit au très petit cercle de Hans-Adam Dorten et ils intègrent l'action anticentraliste des catholiques rhénans (en particulier celle d'Adenauer, alors maire de Cologne) dans le cadre du débat sur le remodelage des institutions étatiques: à leurs yeux, il s'agit de distinguer les pays du Rhin de la Prusse, non de les détacher de l'Allemagne unie. Ce ne serait pas séparatisme mais seulement anticipation du futur «Land Nordrhein-Westfalen». Henning Köhler, un jeune historien berlinois, estime pour sa part qu'on minimise ainsi à tort la gravité de la crise survenue dans les jours sombres de novembre 1918 et, pour le montrer, il s'attache particulièrement au cas de la «Kölnische Volkszeitung», le quotidien des Bachem qui donne le ton au milieu catholique régional.

Son apport spectaculaire est la révélation que le journal s'est engagé secrètement à La Haye le 4 juin 1918 à entreprendre une campagne dans le sens de la politique française, moyennant le paiement d'un million de marks, dont 400 000 versés immédiatement. L'attaché militaire français aux Pays Bas a été pressenti en avril par un intermédiaire néerlandais (qui recevra 15 000 francs de commission), Clémenceau a pris l'affaire au sérieux et a chargé le député Marc Réville de la conclure. Les documents des archives du Quai d'Orsay et de Vincennes, publiés en annexe, ne laissent aucun doute possible sur la réalité de la transaction mais l'interprétation des mobiles comporte beaucoup d'incertitudes et peut prêter à discussion. L'initiative vient, de manière déconcertante à première vue, d'un journal qui avait auparavant soutenu plus que d'autres confrères la revendication des «buts de guerre»: notamment de Briey, d'Anvers et de la côte flamande. Sent-il une nécessité particulière de faire oublier ce zèle expansionniste, au moment où le résultat de l'offensive de mars est perçu comme un échec fatal dans beaucoup de milieux informés d'Allemagne (alors que les Français demeurent encore fort inquiets de l'avenir)? Ou s'agit-il



d'une conversion sincère, à relier aux efforts répétés du pape Benoît XV pour la restauration de la paix? Mais alors pourquoi cet acte de vénalité, d'autant plus choquant que la guerre n'est pas finie, qui susciterait un scandale immense s'il était connu? Est-ce parce qu'il y a urgence de compenser la défaillance de fonds qui auraient été reçus pour soutenir la propagande nationaliste? On en est réduit aux hypothèses à ce sujet, si le fait lui-même apparaît bien établi.

Cet éclairage donne tout son relief aux prises de position de la »Kölnische Volkszeitung« en novembre 1918 (auparavant l'évolution, fort discrète, n'est perceptible que par quelques formulations espacées). Le journal favorise ainsi l'action française en Alsace-Lorraine, conformément aux engagements qu'il a pris, en orientant ses lecteurs vers l'acceptation du fait accompli, d'une manière parfois masquée par des notations nostalgiques. Il écrit ainsi le 15 novembre: »Sur le Rhin supérieur, le vieux pays alémanique qu'est l'Alsace se prépare à réserver aux Français une entrée triomphale à Strasbourg«. Ces textes sont souvent écrits par un personnage difficile à saisir, le conseiller théologique Froberger, un Père Blanc originaire d'Alsace, parent de l'abbé Haegy, mais qui ne se rallie pas ouvertement aux Français. Froberger, qui rencontre alors Adenauer, et un peu plus tard le général Mangin, agit parallèlement pour que la Rhénanie se sépare de Berlin. L'auteur reprend dans le détail après Erdmann l'histoire complexe des réunions où se retrouvent les catholiques rhénans les plus influents entre novembre 1918 et juin 1919. Il souligne après Morsey l'importance de la campagne menée contre la politique des Cultes du commissaire du peuple Adolf Hoffmann, mais il la juge marquée d'une »exagération hystérique« qui révélerait la poursuite d'un objectif plus étendu. Celui-ci serait la constitution d'une république rhéno-westphalienne, libérée de la domination de Berlin, »grande ville pourrie spirituellement et moralement . . . la plus étrangère à l'esprit allemand (*undeutsch*) des villes allemandes«. Cette république rhéno-westphalienne ne devrait être reliée, que par des liens confédéraux très lâches à l'Allemagne de l'Est, à l'Allemagne du Nord et à une »République du Danube« regroupant le Wurtemberg, la Bavière et l'Autriche allemande. Des documents conservés aux archives municipales de Cologne montrent qu'Adenauer a été dans une large mesure tenu au courant de ces projets par Froberger. Il prend cependant ses distances à partir de mars envers un homme qui ne lui inspire pas pleine confiance et s'il continue d'adhérer au projet d'une république rhénane, c'est en demandant qu'on lui incorpore la Sarre et Eupen-Malmédy: ce qui le fait soupçonner à Paris de manœuvrer au profit de Berlin. Le futur chancelier apparaît ainsi comme aussi indépendant des Français dans le fond que chez Erdmann mais comme plus hésitant dans la tactique. Dans une situation incertaine et instable, sous une menace latente d'annexion, directe ou indirecte, »son activité se réduisait à une politique visant à se tirer d'affaire par soi-même (*sich durchhelfen*), en négligeant parfois de maintenir la distance nécessaire vis à vis de certaines personnes comme de certains projets«.

Cet ouvrage nous apporte donc, à propos d'une question complexe et encore bien mal connue, des compléments d'information et des réflexions personnelles qu'on ne pourra négliger. Remercions-en vivement l'auteur qui a montré en



outré, dans sa contribution aux »Problèmes de la Rhénanie 1919–1930«, publiés par l'Université de Metz, l'importance de ce problème dans les options du gouvernement Ebert.

Pierre BARRAL, Nancy

Renata BOURNAZEL, Rapallo, ein französisches Trauma. Mit einem Vorwort zur deutschen Ausgabe von Prof. Dr. Andreas Hillgruber. Übersetzung aus dem Französischen von Hildegard Jany, Köln (Markus Verlag) 1976, 219 S.

Der am 16. April 1922 geschlossene Vertrag von Rapallo führte nicht nur bei den Zeitgenossen zu heftigen Auseinandersetzungen, vielmehr ist die daran geknüpfte traumatische Vorstellung eines deutsch-russischen Ausgleichs auf Kosten der Westintegration Deutschlands zum bisher letzten Mal bei den Verhandlungen Willy Brandts mit Moskau virulent geworden. Die historische Forschung blieb von diesem Mythos naturgemäß nicht verschont, so daß bis in die Gegenwart die Beurteilung jenes Vertrages vor allem in Deutschland kontrovers geblieben ist: auf der einen Seite der im wesentlichen von Theodor Schieder inaugurierte Versuch einer Widerlegung der sogenannten Rapallo-Legende, auf der anderen der von Hermann Graml vorgetragene scharfe Angriff gegen die von der Ostabteilung des Auswärtigen Amtes betriebene Sabotage der Erfüllungspolitik.

Gramls Position, die Poincarés Außenpolitik zurückhaltender beurteilt als selbst manche französischen Historiker von heute, wird durch die vorliegende Arbeit insoweit bestätigt, als sich beide über die verhängnisvolle Wirkung dieses diplomatischen Schrittes bei den Nachbarn im Westen einig sind (S. 156 f.). Die stark psychologisierende Studie, die ihre Nähe zu der in der diplomatiegeschichtlichen Forschung tonangebenden Schule um Renouvin und Duroselle nicht verhehlt, kommt allerdings auch zu dem Schluß, daß der Vertrag von Rapallo objektiv nicht gegen Frankreich gerichtet gewesen sei, jedoch angesichts der Angstneurosen des *Bloc national* als feindlicher Akt habe empfunden werden müssen (S. 150 ff., S. 160 ff.). Deutung und Wirklichkeit klappten weit auseinander, was eine folgenreiche politische Mythenbildung bewirkt habe.

Das um abgewogene Urteile bemühte Werk, das neben der französischen auch englische, deutsche (allerdings nicht Zimmermanns 1971 posthum erschienene umstrittene, wenngleich materialreiche Studie zu Frankreichs Ruhrpolitik, deren Aussagen von Frau Bournazel vielfach bestätigt werden) und russische Literatur verarbeitet und das die Archivbestände der Pariser, Londoner und Bonner Außenministerien benutzen konnte, kommt zu dem Schluß, daß der von Rapallo ausgehende Schock durch vier Ursachen ausgelöst worden sei: die traumatische Feindkoalition zwischen Deutschland und Rußland ist von einer Kollision französischer sicherheitspolitischer Vorstellungen mit den Zielen Großbritanniens begleitet gewesen und hat dadurch das latente Gefühl der eigenen Isolation schlagartig erhöht; so ist es, um mit einem zeitgenössischen Buchtitel von